



COMMUNIQUÉ

Suite à l'annonce du Président, le 16 mars dernier, la France est confinée. Malgré le discours du « restez chez vous » répété par Macron, le gouvernement insiste pour que les entreprises qui peuvent continuer à fonctionner maintiennent leurs activités. Ce qui, à contrario des discours lénifiants, voir culpabilisateurs met, de fait, en danger la vie des salariés de ces entreprises, sans autre justificatif que le profit des employeurs.

Les propos de Pénicaud, jugeant les entreprises du BTP qui suspendent leurs chantiers et mettent leurs salariés en chômage partiel, et les accusant de manquer de civisme, ou ceux de Darmanin, qui propose une prime de 1000€ pour celles et ceux qui auraient le « courage » de travailler en bravant l'épidémie, ne font que le confirmer : la santé et la protection de la population est en contradiction avec le libéralisme et sa raison d'être (le profit).

Les salariés qui, aujourd'hui, travaillent ne le font pas par choix, ils y sont contraints, mettant en danger leur santé et celle de leurs proches.

Chez Amazon, à Brétigny, pas de savon dans les toilettes, pas de gel hydroalcoolique, la règle des « un mètre » n'est pas respectée, la grande majorité des commandes ne sont pas alimentaires, rien ne justifie le maintien de l'ensemble des activités et la mise en danger de ces salariés. De même chez CIBLEX, entreprise du 91, ni gel hydroalcoolique, ni gants. Pareil à la MACIF, pas de gel, pas de distance de sécurité...

Ces manques sont encore plus scandaleux dans les activités dont la nécessité est évidente, tel que les hôpitaux. La pénurie de masque, de gel hydroalcoolique, de tenues professionnelles, de respirateurs, etc... Alors qu'à Lyon, l'entreprise FAMAR (250 salariés) seule usine française à produire la Nivaquine, dont les essais cliniques donnent des résultats encourageants contre le COVID 19, est menacée de fermeture.

Macron remercie les personnels soignants, mais ne donne aucuns moyens supplémentaires à l'hôpital public.

Ce week-end, le gouvernement a fait voter la loi d'état d'urgence sanitaire qui lui donne les pleins pouvoirs. Cela pourrait se traduire à la remise en cause du temps de travail, des congés payés, RTT...

L'antagonisme entre le modèle social hérité du Conseil National de la Résistance et celui, ultra libéral, de nos dirigeants est, aujourd'hui, une évidence.

Au vu de la crise sanitaire, économique et sociale historique que nous subissons, la priorité, pour l'URIF CGT est d'abord et avant tout la protection, la sécurité et la santé des travailleuses et des travailleurs.

Seuls, donc, doivent travailler, les salarié-e-s dont l'activité est essentielle au fonctionnement de la société (eau, énergie, soins, salubrité, ravitaillement...), et ce, jusqu'à la fin de la pandémie. Tout doit être fait pour les protéger.

L'Italie subit cette pandémie et vient de faire appel à l'aide internationale, notamment auprès de Cuba qui dispose d'experts médicaux prêts à intervenir.

- Nous exigeons du gouvernement qu'il fasse les démarches nécessaires auprès du gouvernement Cubain qui est disposé à envoyer une brigade médicale pour renforcer nos effectifs, notamment dans nos régions les plus affectées.
- Nous exigeons l'arrêt de l'activité des entreprises non indispensables à la vie du pays.
- Nous exigeons le paiement à 100 % du revenu net pour le chômage partiel ou technique.
- L'URIF CGT appelle les salarié-e-s qui ne travaillent pas dans un secteur essentiel à exercer leur droit de retrait.
- Elle interpelle le gouvernement afin qu'il investisse immédiatement dans les hôpitaux, la prévention et la recherche, mettant ainsi en corrélation, ses discours avec ses actes.
- Elle demande la relocalisation et la Nationalisation définitive de toutes les entreprises stratégiques du secteur de la santé.

Montreuil, le 23 mars 2020